



**Syndicat National de la DGFIP
FORCE OUVRIERE
Section de l'Aveyron**

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr
<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Rodez, le 8 novembre 2018

Déclaration liminaire :

Monsieur le Président,

A quelques mois de l'année 2019, une fois de plus, le nombre de suppressions d'emplois au niveau national est annoncé et se seront donc 2136 postes qui disparaîtront. La déclinaison au niveau local ne devrait pas tarder : notre département rural va donc très certainement se désertifier encore un peu plus. Nos missions vont donc pâtir de ce manque de personnel, de même que le Service Public que nous tentons encore d'offrir aux personnes en difficulté, celles qui souffrent de la fracture numérique et sociale.

Le Service Public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

Et face à la pénurie qu'elle a elle-même orchestrée, la direction générale imagine donc des solutions dites « modernes », et ce sous couvert d'amélioration des conditions de travail de ses agents : accueil sur rendez-vous et télétravail par exemple.

Selon les chiffres officiels, 80 % des personnes sondées seraient favorables à un accueil sur rendez-vous pour ne pas attendre dans les CFP. Pour les 20 % qui restent, ils pensent continuer à pouvoir venir quand ils le souhaitent, et peut-être surtout quand ils le peuvent. Mais à y regarder de plus près, c'est-à-dire dans notre département de l'Aveyron, ou n'importe quel autre département rural, la présence des contribuables à nos guichets est ressentie comme absolument nécessaire. Ces personnes ont des demandes concrètes, nécessitant un contact physique capable de répondre à la totalité de leur questionnement, et de les régler intégralement. Ils ne viennent donc au guichet qu'une seule fois.

Et ce n'est donc pas le directeur départemental qui fera face aux usagers qui arriveront avec leur question au guichet de St Affrique, en provenance de Fondamente, pour leur expliquer qu'ils auraient dû prendre rendez-vous car leur question ne relève pas de l'accueil primaire. Ils feront donc un nouvel aller-retour et après 100 km, ils auront enfin leur réponse. Heureusement le carburant est à prix coûtant... Et la prise de rendez-vous est « multi-canaux ». Mais expliquez-nous comment y arriver quand une partie de notre population vieillissante ne maîtrise pas Internet, quand le téléphone ne répond pas, et pour cause, le peu d'agent sur site ne peut se démultiplier plus entre l'accueil primaire, l'accueil secondaire et les tâches quotidiennes surtout en période de pointe...

Quant au télétravail, autre solution miracle de notre direction géniale, il suffit de regarder à droite et à gauche les expériences déjà menées dans divers secteurs : mais en conclusion de

chaque étude, il en ressort qu'il y a autant d'avantages que d'inconvénients ! Quoi qu'il en soit, ce mode de fonctionnement nous amène directement vers une culture d'entreprise, et donc de business ! Qui plus est, quand viendront les suppressions d'emplois, un télétravailleur en moins se voit moins qu'une chaise vide au sein d'un espace de travail...

Quant à la centralisation des missions que FO-DGFiP dénonce une fois de plus, l'emploi comptable du SPF de Millau est gelé. Comme à chaque mission qui est ramenée sur le piton, les suppressions d'emplois se ciblent. On commence par geler le poste qui sera inévitablement supprimé par la suite.

Et on n'est qu'en 2018 ! D'ici 2022, qui sera visiblement un vrai cap pour les politiques destructrices des Services Publics, de l'eau va couler sous les ponts. Que de grabuges en perspective : départs soit disant volontaires, recrutement de contractuels, externalisation de missions pourtant régaliennes, dématérialisation totale des démarches administratives, zéro numéraire aux caisses de la DGFIP... que de bonnes nouvelles et surtout bon courage à tous, usagers et agents face à ce cataclysme annoncé.

C'est pourquoi, FO-DGFiP renouvelle ses exigences à savoir :

- Arrêt des suppressions d'emplois.
- Création de postes à la hauteur des besoins.
- Le maintien du maillage territorial dans l'intérêt du Service Public et de ses usagers.



Les représentants FODGFiP 12.